

néral, de l'union pour "gagner la guerre" et de l'acoquinement de tous les politiciens tarés pour réussir le coup du *Nord-Canadien* et autres opérations de haute filouterie.

COURSE À LA BANQUEROUTE

La même conspiration de mensonges, de *bluff*, d'*emplissage* à outrance, accompagne le lancement de l'Emprunt de la Victoire.

Si l'opération se faisait sensément, dans de justes bornes, il y aurait beaucoup à dire en faveur de l'établissement d'un véritable crédit national. Si le gouvernement avait limité son effort de guerre à la mesure des forces d'endurance de la nation, s'il ne s'appliquait pas à tarir les sources de production et de récupération, s'il avait fait les démarches nécessaires pour maintenir le crédit du Canada à l'étranger, s'il ne demandait au capital et à l'épargne du pays qu'une avance raisonnable, s'il laissait entrevoir une politique de conservation nationale et la prompte mise en valeur des ressources inexploitées qui, seules, peuvent garantir et rémunérer la dette croissante de l'Etat, fort bien: nous serions des premiers à encourager les Canadiens à souscrire aux emprunts d'Etat. Malheureusement, l'Etat lui-même a tout fait pour saper la base du crédit national et empêcher les gens soucieux de leurs responsabilités de recommander au peuple de répondre à l'appel du gouvernement.

Dès le début de la guerre, les ministres ont décidé de mettre le pays en banqueroute, pour le bénéfice de la Grande-Bretagne. Sur ce point, rendons témoignage à leur franchise et à leur constance. Pas un moment, ils n'ont cessé d'activer l'exécution de ce programme de trahison nationale, en quoi, du reste, ils ont bénéficié de la complicité et du concours actif de l'opposition¹. Aussi ont-ils toute chance de réussir: le pays va tout droit à la banqueroute.

Beaucoup de gens jugent que la ruine du pays, *au profit de l'étranger*, est la plus haute expression du devoir national. Selon les maximes du patriotisme à rebours qui se prêche et se pratique ici depuis une vingtaine d'années, ils ont raison; mais ce n'est sûrement pas le moyen d'asseoir le crédit national et d'inspirer confiance aux créanciers de l'Etat, nationaux ou étrangers.

Comme pour mieux atteindre son objet, le gouvernement s'est appliqué à gonfler à plaisir la dette de guerre et la dette de paix; il a gaspillé des millions à organiser une armée plus coûteuse que celle de tout autre pays; il a multiplié les sinécures et le parasitisme; il a désorganisé les énergies productives du pays; il a laissé porter le coût de la vie à un degré qui fait indigents des milliers de travailleurs dont le revenu est pourtant double et quadruple de ce qu'ils gagnaient avant la guerre; il

¹ Sir Wilfrid Laurier s'en glorifie dans son manifeste électoral: "Dès le commencement, conscients de l'immensité du conflit, pénétrés de la nécessité de consacrer "tous nos efforts à gagner la victoire, nous, de l'opposition, avons donné au gouvernement "toute l'aide possible. Nous avons acquiescé à toutes ses mesures de guerre, sauf lorsque "nous avons été convaincus que ces mesures seraient plus nuisibles qu'utiles." Avant le vote sur la conscription, le parti libéral ne s'est opposé qu'à l'imposition de la surtaxe douanière. Il a acquiescé à toutes les levées de troupe, à toutes les dépenses de guerre. Dans cet ordre d'idées, le programme de guerre "jusqu'au bout" de M. Laurier est aussi *banqueroutier* que celui du ministère de coalition.